



Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Département d'État des États-Unis

Directives concernant l'appui de la Mission diplomatique des États-Unis à la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme



Sommaire

SYNTHÈSE	3
QUI SONT LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME	5
L'ACTION DIPLOMATIQUE ET PROGRAMMATIQUE DES ÉTATS-UNIS	6
STRATÉGIES ET OUTILS À LA DISPOSITION DES MISSIONS DIPLOMATIQUES DES ÉTATS-UNIS	9
RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES	15

SYNTHÈSE

L'administration Biden-Harris est déterminée à placer les droits de l'homme et les principes démocratiques au cœur de sa politique étrangère. Les présentes directives concernant l'appui de la Mission diplomatique des États-Unis à la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme établissent dans ses grandes lignes et développent l'engagement des États-Unis à appuyer cette tâche essentielle dans le cadre de la vision stratégique du président et de la politique étrangère des États-Unis. Elles s'adressent en premier lieu aux fonctionnaires chargés des droits de l'homme du département d'État des États-Unis ainsi qu'aux membres de la société civile dans le monde, y compris les défenseurs des droits de l'homme.

Une société civile ouverte, inclusive, influente et pleinement fonctionnelle est essentielle à l'existence d'une démocratie saine, d'une économie prospère et d'une société résiliente. Les États-Unis se sont engagés à respecter la [Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme](#) et continuent à agir, par voie bilatérale comme multilatérale, afin de protéger et de promouvoir les libertés fondamentales ainsi que le rôle des défenseurs des droits de l'homme. Le travail accompli par la société civile, y compris les défenseurs des droits de l'homme, pour protéger ces droits et les libertés fondamentales, et appuyer une bonne gouvernance, constitue une protection critique contre les menaces posées par les régimes autocratiques et le recul de la démocratie. Lorsque la capacité de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme à travailler librement est affaiblie, les violations des droits de l'homme, la discrimination et la corruption prolifèrent. Les États-Unis continueront de remplir un rôle central en faveur de la promotion des droits de l'homme par l'intermédiaire de la [Déclaration universelle des droits de l'homme](#), des pactes, traités et conventions qui en découlent. Ces directives publiques font écho à la position politique des États-Unis dans le but d'appuyer la société civile et les défenseurs des droits de l'homme dans l'exercice de leur travail indispensable.

La démocratie et les droits de l'homme sont menacés dans le monde entier. En effet, celui-ci est plongé dans une récession démocratique qui dure depuis plus d'une décennie et se caractérise notamment par une réduction constante du rôle de la société civile. Bon nombre de pays ont voté des lois pour en limiter le financement et les activités. Certains gouvernements interprètent abusivement les lois sur la sécurité nationale pour réprimer l'aptitude des acteurs de la société civile à exercer leurs libertés d'expression, d'association, de circulation et de réunion pacifique. Il a été également constaté une augmentation du recours à la censure et aux technologies de surveillance, ainsi que des coupures d'internet visant à réprimer le débat démocratique. Les gouvernements ne devraient pas couper les services internet ni les restreindre, ni déployer de technologies de surveillance dans le but limiter l'exercice des droits ou d'intimider la société civile. Au contraire, les gouvernements devraient favoriser l'épanouissement de la société civile et agrandir l'espace civique afin d'encourager la réussite de la population pour laquelle elle travaille, car les groupes civiques jouent un rôle unique et positif dans la société.

Les États-Unis reconnaissent que le travail réalisé par les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile (OSC) peut souvent les exposer à des dangers. En effet, les défenseurs des droits de l'homme sont souvent soumis à des actes d'intimidation, des menaces, des détentions arbitraires, des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, des violences sexuelles et des procès iniques. Des gouvernements autoritaires et d'autres types ont même formulé des menaces et lancé des représailles à l'encontre de membres de la société civile, de défenseurs des droits de l'homme ou de journalistes qui prennent part à des dialogues internationaux sur les droits de l'homme. Les gouvernements doivent reconnaître que la promotion et la protection des libertés fondamentales permet d'instaurer des niveaux de confiance accrus, ce qui envoie un message fort aux acteurs mal intentionnés et décourage le recours à la violence.

La communauté internationale a également été témoin de la façon dont certains gouvernements ont abusé des déclarations d'état d'urgence pour limiter l'espace civique et faire reculer la démocratie en réponse à la pandémie de COVID-19. Certains gouvernements ont abusé des lois ou en ont promulgué pour réduire au silence, cibler et harceler des membres de la société civile sous prétexte d'impératifs de santé publique. Les mesures d'urgence prises par les gouvernements en réponse à la pandémie de COVID-19 qui limitent les droits de l'homme doivent être en conformité avec les obligations de leurs États aux termes du droit international en vigueur dans ce domaine. Par exemple, dans le contexte d'une pandémie, il faut que les restrictions imposées aux droits de rassemblement pacifique, à la liberté d'expression et d'association soient conformes à la loi et nécessaires pour protéger la santé publique. Il est également important que les gouvernements autorisent la société civile à jouer son rôle unique et positif en temps de crise, notamment en faisant office d'intermédiaire essentiel entre le gouvernement et les publics au service desquels il remplit ses fonctions. Le département d'État, dont le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, se félicite ouvertement des [politiques](#) gouvernementales qui respectent les droits de l'homme, adhèrent aux principes démocratiques et sont essentielles pour développer une réponse efficace à la pandémie de COVID-19.

En dernier ressort, les démocraties respectueuses des droits de l'homme sont plus paisibles, prospères et stables, et elles constituent des partenaires plus solides dans le cadre de relations bilatérales. Les États-Unis sont déterminés à appuyer et à encourager la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, le secteur privé et les nations partenaires qui s'efforcent de riposter aux menaces qui planent sur les droits de l'homme et de renforcer les principes démocratiques ancrés dans un espace civique libre et propice. En effet, alors que nous nous relevons les défis du moment à l'échelle planétaire et affrontons les épreuves engendrées par nos adversaires autoritaires, nous nous devons de démontrer que les démocraties peuvent tenir les promesses qu'elles ont faites aux peuples et améliorer leur vie de façons concrètes et mesurables. Les États-Unis encouragent leurs missions diplomatiques à se mobiliser directement et à raffermir leurs relations avec les OSC et les défenseurs des droits de l'homme.

Au cours de son discours de politique étrangère, le président Biden a indiqué clairement que si les États-Unis sont déterminés à relever les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés à l'heure actuelle, « Cela doit commencer par la diplomatie, ancrée dans les valeurs démocratiques les plus chères à l'Amérique. La défense de la liberté. La promotion des opportunités. Le maintien des droits universels ». Ces grands principes constituant les fondements de notre politique dans le monde, le Secrétaire d'État a donné la consigne à tous les ambassadeurs et chefs de missions de se mobiliser directement auprès de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme dans le cadre d'une politique étrangère enracinée dans nos principes démocratiques. Si les fonctionnaires chargés des droits de l'homme du département d'État des États-Unis sont généralement les points de contact de niveau opérationnel des OSC et des défenseurs des droits de l'homme, en fonction du problème, il peut s'avérer approprié d'entamer le dialogue avec d'autres divisions de l'ambassade possédant une expérience spécialisée : par exemple des fonctionnaires chargés du droit du travail, des attachés économiques, etc. Les directives suivantes destinées aux missions diplomatiques des États-Unis mettent en lumière les nombreuses façons dont les États-Unis cherchent à encourager les droits de l'homme en appuyant la société civile et les défenseurs des droits de l'homme pour qu'ils puissent continuer de travailler sans entrave ni restriction indue et à l'abri des vengeances à leur encontre ou à celle de leur famille.

QUI SONT LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Conformément au principe énoncé dans la [Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme de l'ONU](#), qui stipule que « Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international », les États-Unis définissent les défenseurs des droits de l'homme comme étant des personnes, œuvrant seules ou en groupe, qui plaident de façon non violente pour la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales universellement reconnus. Dans le monde entier, les défenseurs des droits de l'homme œuvrent inlassablement pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, plaident pour la transparence et la responsabilité des gouvernements, encouragent l'accès à la justice et dénoncent la corruption.

Les défenseurs des droits de l'homme peuvent être de toute ethnicité, tout genre, toute orientation sexuelle, toute confession religieuse, tout handicap ou tout âge. Ils peuvent venir de toutes les régions du monde, de toutes les classes sociales ou être de toutes les origines. Les défenseurs travaillent sur un vaste éventail de questions. Ceux qui travaillent sur les questions foncières et environnementales ainsi que sur les droits des femmes et des filles, des personnes LGBTQI+ ou présentant une diversité de genre, des personnes porteuses d'un handicap ou issues de peuples autochtones sont particulièrement vulnérables face aux attaques. La façon dont les défenseurs font individuellement la promotion des droits de l'homme et les protègent est variable selon le pays, le contexte et la profession. Parmi leurs efforts, on compte entre autres :

- ◆ Le recueil et la diffusion d'informations sur les violations des droits de l'homme;
- ◆ Le soutien aux victimes de violations des droits de l'homme;
- ◆ Le ralliement à l'action afin d'obtenir la redevabilité et de mettre un terme à l'impunité;
- ◆ Le plaidoyer pour que les entreprises respectent les droits de l'homme, notamment, le cas échéant, la divulgation publique de soupçons selon lesquels une entité privée ne respecterait pas la loi ou une entité publique ne l'appliquerait pas;
- ◆ Le soutien à une gouvernance et des politiques gouvernementales meilleures;
- ◆ Chercher à protéger de façon pacifique une zone ou ses ressources naturelles d'un impact environnemental négatif à l'aide d'une mesure en cours d'application ou envisagée;
- ◆ Contribuer à la mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme et plaider pour leur ratification et
- ◆ Faire de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme.

L'ACTION DIPLOMATIQUE ET PROGRAMMATIQUE DES ÉTATS-UNIS

Le Département d'État a pour objectif d'habiliter la société civile et les défenseurs des droits de l'homme à promouvoir et défendre les droits de la personne sans entrave ni restriction indue ou crainte de vengeance à leur encontre ou à celle de leur famille. Les États-Unis se mobilisent à tous les niveaux de la diplomatie bilatérale et multilatérale pour attirer l'attention sur les difficultés importantes auxquelles sont confrontés les acteurs de la société civile, parmi lesquels les défenseurs des droits de l'homme, et faire du plaidoyer en faveur de leur protection et de leur démarginalisation. Notre démarche se fonde sur le principe selon lequel, à long terme, nos relations bilatérales seront plus solides si les autres pays sont encouragés à respecter la démocratie et à protéger les droits de l'homme.

Nous apportons notre soutien à la société civile de diverses façons, notamment :

- ◆ En collaborant avec l'ONU et ses rapporteurs spéciaux pour traiter des menaces particulières qui pèsent sur les défenseurs des droits de l'homme ;
- ◆ En appuyant la participation et l'accréditation de la société civile et des journalistes auprès des organes de l'ONU pour attirer l'attention sur des thématiques particulières ou des difficultés propres à certains pays ;
- ◆ En entretenant le dialogue avec des organes multipartites, des organisations multilatérales régionales, des réseaux d'ONG internationales et d'autres partenaires ayant les mêmes dispositions afin de coordonner les messages diplomatiques et de mobiliser l'opposition aux législations restrictives et à d'autres pratiques des gouvernements qui entravent ou imposent des restrictions indues aux activités de la société civile ;
- ◆ En publiant les Rapports pays sur les droits de l'homme, le Rapport annuel sur la liberté de religion dans le monde ainsi que le Rapport sur la traite des personnes, qui mettent l'accent sur les difficultés rencontrées par la société civile et les journalistes indépendants ;
- ◆ En nouant des partenariats avec la société civile, les organisations syndicales et les entreprises pour diffuser et mettre en œuvre les normes et directives de conduite responsable des entreprises reconnues partout dans le monde, telles que les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales (Directives de l'OCDE), ainsi que les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU ;
- ◆ En encourageant la participation de la société civile à la liberté d'accès à internet et à des initiatives multipartites concernant les entreprises et les droits de l'homme, telles que le Centre pour le sport et les droits de l'homme, la Freedom Online Coalition (Coalition pour la liberté en ligne), le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées et l'initiative des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme ;

Au camp de déplacés de Zam Zam dans le nord du Darfour (Soudan), une femme mène une cérémonie traditionnelle pour des femmes et des enfants darfouriens dans le cadre d'une discussion sur les violences sexistes et les droits humains. Photo : Albert González Farran – UNAMID, licence : CC BY-NC 2.0.





Berta Cáceres, une militante hondurienne qui défendait l'environnement, les peuples autochtones et les droits humains, a été assassinée en mars 2016 pour avoir pris position contre la corruption au sein du gouvernement et du secteur privé. Berta Cáceres est une source d'inspiration pour des milliers de personnes qui luttent pour que justice soit rendue aux militants écologistes. Photo : Comisión Interamericana de Derechos Humanos, licence : CC BY 2.0

- ◆ En cherchant à renforcer les politiques et pratiques de sauvegarde environnementale et sociale des banques multilatérales de développement, notamment celles en lien avec la protection des défenseurs des droits de l'homme;
- ◆ En plaçant les défenseurs des droits de l'homme sur le devant de la scène, notamment par l'intermédiaire du Prix international Femme de courage et des échanges favorisés par le Programme de leadership des visiteurs internationaux (IVLP);
- ◆ En contribuant à l'application efficace des mécanismes d'échanges et d'assistance qui subordonnent les aides au respect des droits du travail, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance.
- ◆ En utilisant les plateformes de diplomatie publique dans le monde et sur le territoire des États-Unis pour fournir des informations au sujet des populations marginalisées et faire diminuer la stigmatisation à leur encontre, amplifier les voix des défenseurs des droits de l'homme et dénoncer ceux qui tentent de cibler, de harceler les membres de la société civile et les journalistes indépendants, ou de leur porter atteinte;
- ◆ En apportant une aide extérieure pour appuyer et protéger les membres de la société civile et les journalistes indépendants se trouvant dans des environnements défavorables, y compris par l'intermédiaire d'une aide financière d'urgence accordée à des militants et des organisations en danger et de programmes d'assistance technique destinés à renforcer les capacités opérationnelles de ces groupes;
- ◆ En utilisant toute une gamme de mesures publiques et privées à l'encontre de ceux qui cherchent à cibler, à harceler les membres de la société civile et les journalistes indépendants, ou à leur porter atteinte, notamment, si nécessaire, par le biais d'instruments comme la Loi Magnitsky et
- ◆ En élaborant des politiques visant à réduire les violences à l'égard des défenseurs des droits de l'homme qui tentent de protéger une zone et/ou ses ressources naturelles des effets négatifs sur l'environnement engendrés par une activité en cours ou envisagée.

STRATÉGIES ET OUTILS À LA DISPOSITION DES MISSIONS DIPLOMATIQUES DES ÉTATS-UNIS

Les points suivants font partie des stratégies et des instruments auxquels ont recours les missions des États-Unis, selon les besoins, pour appuyer et protéger les OSC et les défenseurs des droits de l'homme.

I. ÉVALUER ET COMPRENDRE L'ESPACE CIVIQUE

Les fonctionnaires chargés des droits de l'homme dans les missions des États-Unis évaluent le climat d'ensemble nécessaire au bon fonctionnement de la société civile. Ceci comprend des activités de suivi et de notification concernant :

- ◆ Les restrictions gouvernementales des droits aux libertés d'association, de rassemblement pacifique ou d'expression ;
- ◆ Les restrictions visant le financement et l'enregistrement des OSC ainsi que les réglementations imposant une charge très lourde aux organisations ;
- ◆ Les actes d'agression, de harcèlement, de violence ou de vengeance perpétrés à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme ;
- ◆ Les mesures légales fallacieuses prises afin de miner et de détourner des ressources revenant aux organisations de la société civile et aux militants ;
- ◆ La mesure dans laquelle les autorités locales œuvrent pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et enquêter sur les attaques qu'ils subissent, ainsi que pour procurer un véritable accès aux procédures judiciaires et administratives, notamment en matière de réparations et de recours ;
- ◆ L'utilisation de la surveillance physique ou numérique afin de contrôler et de limiter indûment les activités des membres de la société civile ;
- ◆ Le recours au piratage, à la destruction, à la perturbation ou à la confiscation ciblées d'appareils, de comptes en ligne, de données ou de services pour contrôler, réduire au silence ou réprimer les activités des membres de la société civile ;
- ◆ L'existence d'un dialogue régulier entre les autorités locales et la société civile ;
- ◆ L'application stricte des lois prévoyant la participation du public aux décisions, y compris concernant les questions environnementales et
- ◆ Le rapport entre la communauté des affaires et la société civile et les cas de non-respect des droits de l'homme par les entreprises.



II. NOUER DES LIENS, MENER DES CONSULTATIONS ET MAINTENIR LE CONTACT AVEC LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

En général, en tant que points de contact de première ligne, les fonctionnaires chargés des droits de l'homme dans les missions des États-Unis prennent les mesures suivantes pour tisser des liens avec les acteurs locaux de la société civile et leur apporter un soutien :

- ◆ Faire part des inquiétudes de la société civile à leurs homologues de l'ambassade pour éclairer l'engagement des États-Unis;
- ◆ Contacter les différentes OSC et coalitions locales et organiser des rencontres régulières avec elles sans mettre en danger les OSC vulnérables;
- ◆ Prendre part à des manifestations publiques ou des réunions organisées par ou en soutien à la société civile locale;
- ◆ Consulter les OSC internationales qui collaborent avec des organisations, défenseurs des droits de l'homme, réseaux et mouvements locaux;
- ◆ Contacter les autorités locales, et organiser des rencontres régulières avec elles, afin de vérifier l'avancement de dossiers spécifiques ayant trait aux droits de la personne;
- ◆ Assister aux audiences judiciaires et observer les procès des défenseurs des droits de l'homme et
- ◆ Instaurer des relations durables avec les parties prenantes susceptibles de prêter main forte en cas d'urgence, y compris avec des points de contact concernés issus de missions diplomatiques animées des mêmes dispositions, des représentants d'instances multilatérales locales ou non, les médias, la société civile et d'autres partenaires potentiels.

Dans les cas où un défenseur des droits de l'homme est en danger :

- ◆ Obtenir des informations auprès de toute une variété de sources crédibles afin d'aider à identifier la démarche la plus efficace pour contribuer à la protection des défenseurs des droits de l'homme dans l'affaire en question ;

Les mesures à court terme et adaptées à des cas précis sont les suivantes :

- ◆ Rencontrer le défenseur si cela est faisable et entrer en contact (en toute sécurité) avec lui ou elle lorsque ce n'est pas le cas ;
- ◆ Aider à procurer un accès et/ou à aiguiller vers les services du gouvernement hôte et/ou des mécanismes internationaux de protection ;
- ◆ Aiguiller vers des ressources d'aide d'urgence telles que le Lifeline Embattled CSO Assistance Fund (Fonds Lifeline d'assistance aux OSC en difficulté) ;
- ◆ Contacter les responsables du pays hôte ;
- ◆ Travailler aux côtés des gouvernements ayant les mêmes dispositions pour manifester un appui à l'unisson, ou bien identifier de façon stratégique les rôles et actions de chaque pays dans le cadre de la réponse globale ;
- ◆ Faire des déclarations publiques ;
- ◆ Assister à des procédures judiciaires et
- ◆ Rencontrer les entreprises ou les organisations professionnelles concernées s'il y a lieu.

Les mesures à plus long terme et adaptées aux cas précis sont les suivantes :

- ◆ Se coordonner avec des gouvernements partageant les mêmes valeurs au sujet des déclarations publiques et des communications avec le gouvernement hôte, entre autres mesures ;
- ◆ Organiser une coordination diplomatique avec des gouvernements animés par les mêmes valeurs des initiatives multipartites visant à conjuguer les réponses politiques publiques et privées ;
- ◆ Prodiguer des conseils aux OSC sur les modalités de soumission d'un dossier spécifique par l'intermédiaire des points de contact nationaux pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, du mécanisme indépendant de reddition des comptes de l'International Development Finance Corporation des États-Unis (DFC), ainsi que des mécanismes des accords de libre-échange, selon les besoins ;
- ◆ Encourager les enquêtes et les poursuites à l'encontre des individus qui harcèlent et attaquent les défenseurs des droits de l'homme et
- ◆ En accord avec le principe « ne pas nuire », chercher à obtenir le consentement des défenseurs des droits de l'homme avant de décider de mesures en leur nom et prendre des précautions en matière de communications en ligne et hors ligne avec eux.

Mégaphone en main, une jeune femme mène un chant pour la justice raciale lors d'une manifestation pacifique à Londres (Royaume-Uni).
Photo : Ehimetalor Akhere Unuabona, sur Unsplash, domaine public.



III. APPUYER LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME PAR LE BIAIS DE L'ENGAGEMENT DIPLOMATIQUE

Les missions des États-Unis appuient et protègent la société civile et les défenseurs des droits de l'homme par l'intermédiaire de leur action bilatérale multilatérale et de la diplomatie publique. Selon le cas, les fonctionnaires chargés des droits de l'homme entreprennent les actions diplomatiques suivantes :

- ◆ Faciliter l'organisation de réunions et de dialogues structurés permettant aux diplomates américains de haut niveau d'entamer le dialogue avec des représentants de la société civile;
- ◆ Inviter la société civile et les défenseurs des droits de l'homme à des manifestations organisées par la mission des États-Unis et créer des opportunités de rencontres avec des responsables américains de haut niveau;
- ◆ Constituer un ou plusieurs groupes de travail avec d'autres missions étrangères ayant les mêmes dispositions et des représentants d'autres organes des États-Unis à la mission pour repérer les menaces pesant sur l'espace civique et veiller à coordonner les réponses diplomatiques et l'assistance.
- ◆ S'adresser directement aux responsables du gouvernement hôte afin d'exprimer les préoccupations à l'égard de l'environnement opérationnel dans lequel évolue la société civile, notamment des lois et des réglementations restrictives, ainsi que de l'impunité pour les attaques perpétrées contre les acteurs de la société civile. Se coordonner avec les représentants diplomatiques d'ambassades animées par les mêmes valeurs pour délivrer le même message.
- ◆ Encourager les gouvernements hôtes à accepter les demandes de visites dans leur pays des Rapporteurs spéciaux de l'ONU concernant le droit à la liberté de rassemblement pacifique ou d'association, ou d'autres Rapporteurs spéciaux ou émissaires issus d'organisations multilatérales et régionales du même type.



Sofi Gedi, cheffe de l'organisation Wajir Human Rights Watch au Kenya, lance un plan d'action de lutte contre l'extrémisme violent dans son comté. Photo : Hank Nelson, USAID, licence : CC BY-NC 2.0.

- ◆ Tirer parti des réseaux sociaux, des articles d'opinion et des occasions de prendre la parole pour amplifier les voix des OSC et des défenseurs des droits de l'homme, et s'élever contre les mesures des gouvernements qui limitent l'espace civique. Citer publiquement les noms de ceux qui ciblent, harcèlent les membres de la société civile, les journalistes indépendants et les personnes appartenant à d'autres populations vulnérables, ou leur portent atteinte;
- ◆ Promouvoir une conduite responsable des entreprises et encourager les entreprises américaines à adopter des procédures de diligence raisonnable en matière de droits de la personne afin d'identifier, de prévenir et d'atténuer l'incidence des opérations commerciales sur les droits de l'homme. Qui plus est, encourager les gouvernements hôtes à se conformer aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU et aux Directives de l'OCDE;
- ◆ Organiser des conversations entre les entreprises et la société civile afin d'aborder les enjeux les plus épineux en matière de droits de l'homme;
- ◆ Offrir des occasions aux membres de la société civile et aux journalistes locaux indépendants d'échanger leurs meilleures pratiques et d'instaurer des partenariats avec leurs homologues des États-Unis.
- ◆ Aider les acteurs de la société civile à connaître l'ensemble des possibilités d'assistance – aide d'urgence, à court et à plus long terme – notamment en matière de formation et d'assistance technique à l'intention des OSC et des militants sur la sécurité physique et des informations et
- ◆ Adapter notre action de façon à répondre aux besoins et aux risques courus par des défenseurs des droits de l'homme particulièrement vulnérables, comme ceux qui travaillent sur les questions foncières et environnementales, les droits des femmes et des filles, des personnes LGBTQI+ et porteuses de handicaps ainsi que les membres des peuples autochtones et des minorités religieuses. Pour les défenseurs de l'environnement, demander au groupe de travail interorganisation d'organiser une session sur le dossier en question.

IV. RENDRE COMPTE DE L'ESPACE CIVIQUE

Les fonctionnaires chargés des droits de l'homme dans les missions des États-Unis font des rapports réguliers sur l'espace civique, les affaires concernant des défenseurs des droits de l'homme à titre individuel et les violations des droits de l'homme perpétrées par le gouvernement hôte ou d'autres entités et individus. Les fonctionnaires prennent régulièrement contact avec la société civile pour solliciter des informations en vue d'établir des rapports tels que :

- ◆ Des comptes rendus réguliers destinés aux responsables politiques du département d'État des États-Unis, à Washington;
- ◆ Les Rapports annuels pays sur les droits de l'homme du département d'État;
- ◆ Le Rapport du département d'État sur la traite des personnes et
- ◆ Le Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde.

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Aide d'ordre général et d'urgence

1. [Fiche d'information](#) : Organisations non gouvernementales (ONG) aux États-Unis
2. [Fiche d'information](#) : Faire progresser les droits de la personne : Meilleures pratiques et opportunités pour nouer des partenariats avec des ambassades des États-Unis
3. [Agence des États-Unis pour le développement international \(USAID\)](#) Appuyer une société civile dynamique et des médias indépendants
4. [Lifeline](#) : Embattled civil society organizations (CSOs) Assistance Fund (Fonds Lifeline d'assistance aux OSC en difficulté)
5. [Global Equality Fund](#) : Aide d'urgence pour les défenseurs des droits de l'homme qui soutiennent les organisations LGBTQI+
6. [Freedom House](#) : Aide d'urgence et programmes thématiques
7. [Fiche d'information](#) : Appui des États-Unis à la démocratie, à la bonne gouvernance et aux droits de l'homme dans le cadre de la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19
8. [Digital Defenders Partnership \(Partenariat des défenseurs numériques\)](#) : Appui en cas de menaces numériques et réseaux locaux de réponse

L'entreprise et les droits de l'homme

1. [L'entreprise et les droits de l'homme](#) : La démarche des États-Unis en vue de promouvoir l'entreprise de concert avec les droits de l'homme
2. [Fiche d'information](#) : Conduite responsable des entreprises
3. [OCDE](#) : Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (Directives de l'OCDE)
4. [ONU](#) : Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
5. [Initiative des principes volontaires](#) sur la sécurité et les droits de la personne



Après avoir fui le pays et grandi à Ottawa, Ilwad Elman est retournée dans sa Somalie natale et contribue désormais à la direction de l'Elman Peace and Human Rights Center. Photo : Sebastian Lindstrom, licence : CC BY-NC 2.0.



La militante des droits humains Malebogo Molefhe s'est vu décerner le prix international Femme de courage par le Secrétaire d'État en 2017. Malebogo Molefhe est une ancienne joueuse de l'équipe nationale de basketball du Botswana devenue militante pour les droits des personnes en situation de handicap et contre les violences sexistes après avoir reçu huit coups de feu. Elle se déplace désormais en fauteuil roulant. Photo : département d'État, licence relevant du domaine public.



La mort du militant des droits humains Liu Xiaobo en 2017 est pleurée par ses soutiens. Liu Xiaobo a reçu le prix Nobel de la paix en 2010 pour sa lutte non violente pour les droits humains en Chine. Photo : aktivioslo, licence : CC BY-NC-ND 2.0



Chaque dimanche, après la messe, les Damas de Blanco se rassemblent devant l'église Sainte-Rita de La Havane (Cuba) pour protester contre l'incarcération des hommes de leur famille par le gouvernement cubain. Les épouses, mères, sœurs et amies défilent dans les rues de La Havane chaque dimanche. Photo : Hvd69, licence : CC BY SA 3.0.